

Après Merkel, quelle coalition pour l'Allemagne ?

Compte-rendu rédigé par François Citton et Xavier Olessa-Daragon

Résumé

- La coalition la plus probable semble être une coalition dite « feu tricolore » : SPD – Libéraux – Verts, avec le social-démocrate Olaf Scholz comme chancelier.
- Les libéraux et Verts sont déjà en train de discuter pour se mettre d'accord sur des points de convergence (malgré leurs nombreuses divergences) et négocier une coalition en position de force, rendue possible par le fait qu'à eux deux, ils pèsent plus que le SPD et la CDU-CSU.
- On observe une très forte baisse, même si pas d'effondrement « à la française », des deux « partis de gouvernement » traditionnels allemands que sont le SPD et la CDU-CSU qui pèsent maintenant à eux deux moins de 50% et marginalisation des deux extrêmes : Die Linke sort du parlement avec 4,9% et l'AFD descend à 10%.
- Il existe une dimension démographique très intéressante dans les résultats : les plus jeunes ont joué un rôle clef dans la poussée des verts et des libéraux quand la CDU/CSU n'arrive en tête que chez les plus de 70 ans.
- Les questions d'Europe et de politique étrangère ont globalement peu été au cœur de la campagne.
- Campagne de bonne qualité ce qui est un point positif mais illustrant également une certaine « placidité » de l'Allemagne face à un environnement instable et bougeant vite autour d'elle.

Deux principaux enjeux maintenant :

- La vitesse des négociations, « dans l'idéal il faudrait un gouvernement d'ici 2022 pour avoir une présidence française de l'UE productive sans quoi avec la campagne présidentielle française 1 an sera perdu au total », « les créneaux sont serrés pour faire avancer les choses »
- Le poste de ministre des finances occupé jusqu'ici par Olaf Scholz qui ne l'occupera plus si il devient chancelier : verts et libéraux se battent pour l'obtenir mais avec des visées très différentes, les verts veulent comme le SPD investir dans la transition écologique et numérique tandis que Paris et Milan craignent que Lindtner le chef de file des libéraux l'obtienne et tente de revenir au pacte de stabilité.

Compte-rendu détaillé

Sur les quinze dernières années, s'il y a bien une élection allemande qui retient l'attention, c'est celle de 2021 : elle ouvre en effet l'ère post-Merkel, inaugurée en 2005, et marque la fin (probable) de la mainmise de la CDU/CSU sur le pouvoir. C'est cette période post-électorale décisive pour l'avenir de l'Allemagne que les cinq intervenants se proposent d'analyser.

Le premier élément marquant de cette période est la force de deux partis, le FDP (parti libéral) et les Verts, dont la part cumulée dans l'électorat dépasse celle de la CDU/CSU ou du SPD. Historiquement, pourtant, ces deux « *Volksparteien* » (partis de masse) regroupaient à eux deux plus de 50% de l'électorat, s'assurant de fait une alternance du pouvoir. C'est l'électorat urbain, jeune, éduqué et ouest-allemand qui, en votant massivement pour ces deux petits partis, a permis leur ascension.

D'emblée, nous sommes plongés dans les enjeux concrets de cette phase post-électorale par l'intervention de **Franziska Brantner**, députée des Verts au *Bundestag* (Parlement allemand), qui a gagné haut la main sa circonscription avec un score élevé. Son intervention permet de situer les perspectives de coalition : les Verts et le FDP, les deux partis « faiseurs de rois », ont le choix de s'allier avec le SPD ou la CDU/CSU. Dans le premier cas, cela aboutirait à une coalition dite « **feu tricolore** », rouge, jaune, verte, en référence à la couleur associée à chacun des partis : rouge pour le SPD, jaune pour le FDP, vert pour les Verts. Dans le second cas, la coalition serait appelée « **Jamaïque** », la couleur traditionnelle de la CDU/CSU étant le gris. Il ne faut pas négliger, selon elle, une troisième possibilité, la « **GroKo** », ou « grosse coalition », unissant le SPD et la CDU/CSU, et qui serait la continuation de la coalition qui dirige actuellement l'Allemagne.

Franziska Brantner défend plutôt une alliance avec le SPD ; elle préfère cependant que son parti commence des discussions avec le FDP en vue de dégager des points communs afin d'avoir un vrai projet à présenter à un partenaire. C'est selon elle une condition clé pour faire avancer l'Allemagne et l'Europe sur les questions sociales, relatives aux droits des femmes, à l'immigration, à la finance, à la protection du climat. Sans nier l'existence de vraies différences à surmonter, elle souligne qu'une absence de coalition avant la fin de l'année serait dramatique pour l'Europe, sachant que la France entrera pleinement en 2022 dans son processus électoral et que cela risque de rendre difficile la réalisation de compromis franco-allemands. Dans le pire des cas, un changement de gouvernement en France signifierait une instabilité politique importante jusqu'en septembre 2022 ; une absence de coopération entre les deux pays piliers de l'Union européenne pendant une période aussi longue rendrait difficile la mise en place d'un véritable projet pour l'Europe, de sorte que **Franziska Brantner** souhaite que les partis politiques allemands aient la force et le courage de se décider pour une coalition avant la fin de l'année, et donc avant le début de la présidence française de l'Union européenne au premier semestre 2022.

Corinne Defrance, directrice de recherche au CNR, souligne dans un second temps que le suspense dure toujours, et risque de durer, dans la mesure où, d'une part, une alliance du FDP et des Verts avec la CDU/CSU semble avoir du plomb dans l'aile, étant donné l'impopularité d'Armin Laschet, le président de la CDU, mais où, d'autre part, c'est cette alliance qui est préférée par le FDP – bien qu'il reste ouvert au « feu tricolore ». **Corinne Defrance** souligne cependant que les bons résultats du SPD, arrivé en tête du scrutin, rendent plus probable l'hypothèse d'une telle coalition tricolore. Plus encore, d'après des sondages, Olaf Scholz, président du SPD et artisan de sa victoire, est le chancelier qu'une majorité d'Allemands souhaite avoir. Il ne faut cependant pas, selon elle, minimiser les différences entre le FDP et le SPD, notamment sur les questions relatives à la dette et à la politique fiscale : si une coalition tricolore est souhaitée, notamment par les plus jeunes, une alliance entre la CDU/CSU et le SPD reste possible, comme cela avait été fait, certes par défaut, en 2017. Cette coalition est rendue envisageable par le vieillissement de l'électorat allemand, puisque la moyenne d'âge des électeurs est de 58 ans.

La parole passe ensuite à **Hans Stark**, professeur de civilisation franco-allemande et conseiller à l'IFRI, qui souligne qu'il ne faut pas sous-estimer le caractère destructeur de ce qui s'est passé avec ces élections : les deux partis de masse, rassemblant historiquement jusqu'à 90% de l'électorat, ne sont plus en mesure d'exercer le pouvoir à eux deux. Contrairement à la situation des partis politiques de gouvernement en France en 2017, néanmoins, la CDU/CSU et le SPD vacillent autour de 25%. Le plus probable, selon lui, est une coalition tripartite menée par le SPD, dans la mesure où Laschet est impopulaire et dans la société et au sein de son propre parti. L'élire chancelier alors qu'au sein de la CDU la parole se libère risquerait d'affaiblir la coalition qu'il mènerait, mais aussi le partenaire avec laquelle la CDU/CSU serait obligée de s'associer.

D'après lui, la CDU/CSU est mal en point car elle a perdu une grande partie de ce qui faisait son socle idéologique et programmatique sous les années Merkel : celle-ci, en effet, n'a pas hésité à imposer à son parti des choix qui ne correspondaient pas à son ADN, notamment sur l'immigration ou sur la sortie du nucléaire. Si cela ne posait pas de problème tant qu'elle faisait gagner les élections à son parti, son départ annoncé force la CDU/CSU à se repositionner idéologiquement et s'interroger sur son programme potentiel, quitte à passer par une phase dans l'opposition. Ce manque d'ossature idéologique est visible notamment dans la distribution des voix de la CDU/CSU : si, comme il a déjà été noté, l'électorat allemand est âgé, les jeunes votent aussi, et les 18-35 ans ont largement plébiscité les Verts ou le FDP ; la CDU/CSU n'arrive en tête que chez les plus de 70 ans, signe du manque de confiance des Allemands de moins de 70 ans en la CDU/CSU. Enfin, il est à noter que si la CDU a majoritairement été au pouvoir depuis 1949, elle a toujours bénéficié de ses passages dans l'opposition pour se refaire une santé. Un tel passage actuellement pourrait lui être bénéfique, plus qu'une nouvelle phase au pouvoir, car celle-ci n'arrangerait en rien les problèmes structurels de la CDU/CSU et car celle-ci devrait nécessairement être un partenaire de second rang dans une éventuelle coalition menée par le SPD, compte tenu de

ses résultats électoraux. Enfin, il est à noter que c'est la « grosse coalition » qui suscite le plus de réticences parmi les électeurs allemands.

Sylvie Kauffmann, éditorialiste au *Monde*, commence son intervention en pointant la placidité des Allemands : la campagne électorale allemande a été caractérisée par sa grande qualité, son sérieux et sa civilité. Les partis extrêmes ont été marginalisés : à part dans l'ancienne Allemagne de l'Est, l'AFD (extrême-droite) est sous les 10% et die Linke, le parti de gauche radicale, ne sera pas représenté au *Bundestag*, récoltant moins que le quorum de voix nécessaire pour avoir droit à une représentation directe (5%). Si le fait que les deux grands partis traditionnellement au pouvoir n'obtiennent pas 50% des suffrages signale la recomposition en cours du paysage politique allemand, il est à noter que ceux-ci se maintiennent bien mieux qu'en France. Ils sont en perte de vitesse, signe du renouvellement des générations, mais ne s'effondrent pas pour autant. Cette placidité, si elle montre la qualité de la campagne électorale allemande, est également pour elle une gêne : l'hypothèse évoquée d'une paralysie de l'Europe pendant un an si les négociations venaient à traîner en longueur est dramatique ; le thème de la politique étrangère a été très peu présent dans la campagne électorale, et la France, même présidente de l'Union européenne, ne pourra rien faire sans un gouvernement allemand fonctionnel. Le moteur franco-allemand est, selon elle, plus que jamais nécessaire pour faire avancer l'Europe sur des sujets clés comme la numérisation.

Franziska Brantner souligne qu'elle aussi a été choquée par le peu de place accordé à l'Europe et à la politique étrangère durant la campagne, malgré le contexte international (retrait américain d'Afghanistan, immigration, Chine). Elle appelle l'Allemagne à assumer ses responsabilités et ses obligations vis-à-vis de l'Europe. Elle espère que le futur gouvernement allemand sera pro-européen et privilégiera la méthode communautaire à la méthode inter-gouvernementale. Elle souhaite que l'Europe soit plus stricte sur le respect de l'État de droit, sur le pacte de stabilité. Elle veut que l'Europe entre dans le concret et ne soit pas que dans l'abstrait du traité de Maastricht. Elle souligne qu'il est central, pour cela, que les Verts obtiennent le ministère des Finances en lieu et place du FDP, car cela aurait des conséquences majeures sur l'Europe.

Tara Varma, directrice du bureau parisien de l'ECFR, constate elle aussi deux éléments déjà évoqués : le manque d'intérêt des Allemands pour la politique étrangère et de sécurité, et la plus grande probabilité d'une coalition tricolore (SPD, FDP, Verts). Elle souligne cependant qu'il existe des points d'achoppement entre ces trois partis, par exemple sur la Russie et la Chine : tandis que le SPD pousse à l'établissement d'une coopération économique et de partenariats avec ces pays, le FDP et les Verts sont plus critiques à l'égard des violations des droits humains en Chine et en Russie. Sur l'Europe, le SPD et les Verts sont en faveur d'une politique monétaire expansionniste, alors que le FDP souhaite mettre en place des mesures d'austérité en revenant aux objectifs du pacte de stabilité et de croissance de Maastricht (déficit < 3% du PIB, dette inférieure à 60% du PIB). Tous les partis, cependant, souhaitent développer le multilatéralisme et continuer à faire de l'Allemagne un partenaire stable.

Sylvie Kauffmann souligne que l'Allemagne est perçue depuis l'extérieur comme trop confortablement installée dans sa prospérité. Si Angela Merkel a été la chancelière qui a assuré la prospérité de l'Allemagne et a fait de son pays le centre de l'Europe, elle estime que le monde n'est plus en situation de stabilité et que l'Europe ne peut pas se permettre d'être placide.

Hans Stark est pessimiste, néanmoins, et peu enclin à penser que l'Allemagne va modifier sa politique étrangère mercantiliste, déterminée en fonction de ses intérêts commerciaux et énergétiques. Il pense que la nouvelle coalition qui verra le jour va commencer par tourner autour d'elle-même, au moins au début, afin d'éviter que des forces centripètes ne la fragilisent. Il souligne surtout la disparité entre les grands enjeux politiques soulevés durant la campagne électorale allemande et ceux que l'on retrouve en France : le débat en Allemagne était centré sur la lutte contre le changement climatique, les suites de la sortie (prévue en 2022) du nucléaire, la question sociale. C'est l'émergence de ces enjeux qui a permis au SPD de renaître de ses cendres et de doubler ses scores en moins d'un an. Il s'agit pour lui d'un signe qui montre qu'avant tout, l'Allemagne est un pays qui regarde ce qui se passe chez lui. À moins qu'une grosse crise ne l'oblige à réagir...

Corinne Defrance termine cette conférence en soulignant que l'on a peu vu l'Europe, et que cela laisse à penser que l'Allemagne est tournée vers elle-même ; mais d'après elle, les choses sont en train de bouger au sein de l'industrie allemande. Certes, on peut craindre ce qui se passe en Allemagne, mais les Allemands sont plus préoccupés par la victoire possible de l'extrême-droite en France en 2022, qui ouvrirait une ère d'incertitude, que par la victoire de l'extrême-droite en Allemagne, qui a été largement marginalisée dans le débat politique. Une telle victoire, selon elle, aurait des répercussions très importantes sur l'Europe.